

PRÉSIDENTE DE LA NOUVELLE APN

Larbi Ould-Khelifa succède à Ziari

Finally, c'est Mohamed-Larbi Ould-Khelifa, président du Haut conseil de la langue arabe, qui est désormais le troisième homme de l'Etat. Ceci à la faveur de son élection à la tête de la nouvelle APN par une écrasante majorité des membres de cette Assemblée issue des législatives du 10 mai dernier et dont la cérémonie d'installation s'est déroulée hier.

M. Kebci - Alger (Le Soir)
- Celui qui a été choisi pour piloter la liste du FLN au niveau de la capitale a bénéficié dans ce plébiscite des 208 voix du plus vieux parti, de celles de son allié le RND en sus des suffrages des députés indépendants et ceux des petites formations politiques.

Ceci au moment où les élus du PT, au nombre de 24, se sont retirés de la plénière, manière, comme le dira Djelloul Djoudi, membre de la direction du parti, d'exprimer leur refus des résultats des dernières législatives à l'issue desquelles il affirme que son parti a été spolié du quintuple de ce qui lui a été reconnu comme escarcelle. Une séance de vote qui a été aussi

caractérisée par l'abstention des élus du FFS qui ont justifié leur position par le fait que, selon eux, «cette élection nécessitait au préalable la mise en place du règlement intérieur de l'Assemblée». Ce à quoi Ould-Khelifa rétorquera que cette question du règlement intérieur de l'Assemblée sera prise en charge ultérieurement conformément à la loi en vigueur.

Aussi, faut-il relever l'absence à cette plénière de l'après-midi des élus de l'Alliance verte à l'exception de l'ex-ministre des Travaux publics, Amar Ghoul dont le divorce d'avec le MSP semble se préciser de plus en plus, et de ceux des partis coalisés au sein du Front pour la sauve-



Photo : NewPress

garde de la démocratie dont les leaders étaient en conclave au même moment au siège du RPR.

Un front du refus qui a enregistré une défection de taille, celle des élus au nombre de neuf du FNA qui,

dans une déclaration rendue publique hier, ont tenu à se démarquer des agissements et des déclarations de leur président, Moussa Touati. S'étant présentés et voté lors de cette plénière, les nouveaux députés du FNA ont

affirmé leur conviction de «siéger au sein de la nouvelle Assemblée et défendre les intérêts moraux et matériels des citoyens qui leur ont accordé leurs voix».

Pour revenir à l'élection de Mohamed-Larbi Ould-Khelifa comme président de l'APN, il faut dire que jusqu'à avant-hier, c'était l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, qui était cité pour postuler à ce poste. Mais tout a basculé lors de la réunion du bureau politique du FLN, vendredi dernier, au cours de laquelle Belkhadem a informé ses vis-à-vis de la candidature au poste de président de l'APN de Mohamed-Larbi Ould-Khelifa. Un choix, se défendra le SG du plus vieux parti, en affirmant que c'était là une décision du président d'honneur du parti qui n'est autre que le président de la République.

M. K.

ELLE ENTENDAIT DÉNONCER LA FRAUDE

L'Alliance verte chahute la cérémonie d'installation des députés

Coup de théâtre à l'APN. La cérémonie d'installation des députés a été chahutée par les élus de l'Alliance pour une Algérie verte. Ils ont tous — à l'exception de Amar Ghoul — brandi des cartons rouges avant de quitter bruyamment l'hémicycle. Ils entendaient protester contre la fraude électorale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)
- L'ambiance studieuse du début de législature n'aura pas duré longtemps.

Au moment où la plus jeune des députés faisait l'appel, les 49 élus de l'Alliance pour une Algérie verte se sont levés comme un seul homme — exception de l'ancien ministre des Travaux publics — brandissant des cartons rouges sur lesquels étaient écrit «non à la fraude».

Ils avaient demandé la parole qui leur a été interdite par Larbi Ould-Khelifa, imperturbable.

D'ailleurs, ce dernier a poursuivi les travaux de la séance alors que des prises de bec opposaient les élus de l'Alliance pour une Algérie verte à leurs pairs des autres formations politiques.

Dans les couloirs de l'Assemblée, les députés des trois formations (MSP, Ennahda, El-Islah) étaient sous les feux de la rampe.

Naâmane Laouar, le coordinateur du groupe parlementaire de l'Alliance pour une Algérie verte, a fait lecture d'un communiqué dans lequel il a expliqué les raisons de cette initiative.

Il dira que l'Alliance a décidé de se retirer des travaux de l'Assemblée et de se déclarer «innocente» de tout ce qui



Photo : NewPress

découlera de l'installation de l'Assemblée. L'Alliance entend, ainsi, dénoncer la fraude et remettre en cause les résultats officiels de l'élection électorale mais fait savoir qu'elle ne compte pas renoncer à son droit à militer au sein du Parlement.

Interrogé au sujet de la défection de Amar Ghoul qui s'est désolidarisé de ses camarades du même groupe parlementaire, Naâmane Laouar a répondu que «l'initiative était celle d'un groupe» et que c'était à l'intéressé de s'expliquer.

Ce dernier s'est contenté de dire qu'il laissait le soin à la presse d'apprécier son geste.

Une absence de solidarité qui n'a visiblement pas affecté le moral des troupes de l'Alliance pour une Algérie verte qui, forte de ses 50 députés, n'exclut pas d'initier d'autres actions, pour quoi pas avec d'autres formations politiques.

Une proposition qui visiblement pourrait être acceptée

notamment par les députés de El-Adala de Djaballah. Lakhdar Benkhellaf affirmait hier que son parti se solidariserait avec l'action initiée par l'Alliance pour une Algérie verte mais n'avait pu y participer car n'ayant pas été associé. Loin du tumulte qui agitaient les travées de l'Assemblée, la cérémonie d'installation de la nouvelle Assemblée populaire nationale s'est poursuivie, présidée par le doyen des élus, Mohamed-Larbi Ould Khelifa, assisté des deux plus jeunes députés. Dans un bref discours prononcé à l'ouverture des travaux, il a qualifié la nouvelle APN d'«école de démocratie» compte tenu, dit-il, du «foisonnement d'idées et de la diversité de points de vue en son sein», appelant au «dialogue mutuel entre la majorité et la minorité».

Il a eu, hier, un aperçu de ce que sera la cohabitation entre les partis au sein de l'hémicycle...

N. I.

IL Y A DIX-NEUF ANS

ÉTAIT ASSASSINÉ TAHAR DJAOUT Une évocation contre l'oubli

La commémoration subit l'usure du temps. L'assassinat, il y a dix-neuf ans, du journaliste, poète et écrivain Tahar Djaout est à peine évoqué cette année. La chronique, il est vrai, est aux joies parlementaires.

La mémoire est-elle si sclérosée qu'elle peine aujourd'hui à sentir, ne serait-ce un instant, à l'évocation de cet immense intellectuel qu'était l'enfant d'Oulkhou, journaliste accompli, poète racé et écrivain talentueux ? Que n'a-t-on entendu pourtant jurer, lorsque la douleur était encore proche, d'honorer sa mémoire. Le serment ne semble pas avoir résisté au temps qui a défilé depuis cette maudite matinée du 26 mai 1993. Dix-neuf ans. Ce matin-là, dans le quartier populaire de Baïnem, aux environs de 9 heures, Tahar Djaout s'appretait à rejoindre son bureau de directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Ruptures, aujourd'hui disparu, lorsqu'il fut surpris par son assassin qui lui logea deux balles dans la tête. A l'intérieur de son véhicule, au moment où il allait démarrer. Son assassin, le visant à la tête à bout portant, ne lui laissa aucune chance de survie.

Djaout, plongé dans le coma, rendra l'âme le 2 juin à l'hôpital de Baïnem où il fut évacué. A en croire les aveux d'un certain Belabassi Abdallah, passé au 20 heures de l'Unique le 1er juin, l'ordre d'exécution de Djaout émanait de Abdelhak Layada, alors émir national du GIA. Ledit Belabassi s'était présenté comme le chauffeur du commando terroriste qui attenda à la vie du journaliste. L'exécuteur direct serait un certain Ras Laghrab. Tahar Djaout était le premier journaliste à avoir été victime de la folie meurtrière des terroristes islamistes. Plus d'une centaine d'autres journalistes devaient connaître le même triste sort entre 1993 et 1997. Jamais la presse n'a payé un si lourd tribut.

Artisans de l'histoire qui s'écrit au jour le jour, les journalistes ont constitué durant toutes ces années la cible privilégiée du terrorisme islamiste qui ne voulait pas de témoins de l'hécatombe qu'il commettait. «Dis et meurs», avait écrit Djaout avant que la mort ne le happe. Les journalistes ont fait leur cette recommandation à la résistance, beaucoup au prix de leur vie. Heureux qu'ils n'aient pas vu ce qui est advenu de cette résistance, bradée aujourd'hui dans la compromission avec l'islamisme qui n'espérait pas mieux que de voir sa défaite militaire transformée en victoire politique.

Sofiane Aït Iflis

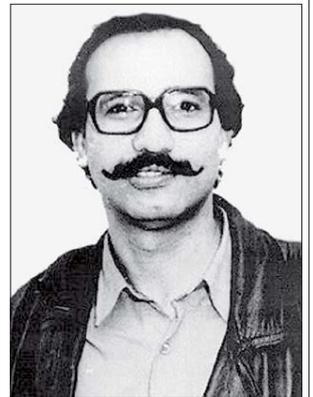


Photo : DTF